

Question 1 : En quoi consiste la rationalisation des choix budgétaires à laquelle vous avez consacré cet ouvrage collectif ?

Philippe Bezes : La RCB, la rationalisation des choix budgétaires est la première grande réforme de l'administration française sous la Vème République.

Elle est lancée par le décret du 4 janvier 1968.

Elle a été élaborée dans les années 60.

Elle va se développer tout au long des années 70.

Dans son projet, c'est une réforme qui mérite qu'on l'étudie parce qu'elle est très ambitieuse, avec trois fondements: la refonte du processus de décision politique qui doit être éclairée par des études microéconomiques de type coûts-avantages, une refonte du processus budgétaire éclairée par une nouvelle nomenclature qu'on appelle les budgets programs, puis une transformation des fonctionnements administratifs avec la diffusion de méthodes modernes de gestion. Essentielle, parce qu'elle est emblématique de ce que seront par la suite les réformes de l'administration.

C'est une réforme portée par le ministère des Finances.

C'est une réforme qui est portée politiquement par les Ministres de l'Economie et des Finances, puis a fait l'objet d'un portage politique par le Premier Ministre de l'époque.

Elle est à la charnière de deux époques. Elle appartient à la fois aux Trente Glorieuses, aux Quinze Glorieuses, car elle se développe parallèlement à la planification et cristallise un certain nombre des savoirs et d'instruments, de réformes qui ont été développés dans les années 50 et 60.

Et en même temps, elle contient des instruments, des savoirs, des pratiques gestionnaires dont certains sont rangés sous le label de nouvelle gestion publique, et qu'on va voir se développer à partir des années 80 jusqu'à une autre réforme d'envergure la loi organique relative aux lois de finances (la LOLF).

Florence Descamps : Ce qui est aussi intéressant dans la RCB, c'est cette diversité. On peut parler de plusieurs RCB, ce qui permet d'étudier à la fois le processus décisionnel, mais la conduite d'une réforme et comment elle doit finalement subir des mutations elle-même pour pouvoir être approprié par les acteurs administratifs.

Question 2 : Dans quel contexte a été lancée la rationalisation des choix budgétaires ?

FD : Le contexte de création de la RCB est très particulier.

C'est d'abord celui des années 60, de ces Quinze Glorieuses, marqué après la Guerre d'Algérie, une période de traumatisme historique en France, une période d'optimisme, de progressisme.

On est encore dans le référentiel keynésien. C'est une période de croissance.

Il y a aussi un grand espoir dans les sciences, mises au service du renouveau et de l'expansion de la planification.

Cette fois, ce n'est plus une planification pour la reconstruction après la guerre mais la planification pour un développement social et culturel de la France.

C'est le premier élément de contexte.

Le deuxième élément de contexte : on vient d'avoir un changement de régime avec l'avènement de la Vème République.

Il y a donc un exécutif fort, forgé dans la guerre, qui émerge avec un rééquilibrage au profit de l'exécutif et au détriment du Parlement.

La question du pilotage de l'État et des politiques publiques se pose.

Dans ce début des années 60, il y a une interrogation forte sur le départage des rôles et aussi sur la prise du leadership.

C'est dans ce contexte qu'on constate une sorte de poussée du ministère des Finances qui essaie de prendre le leadership sur la réforme de l'État.

La naissance ou l'émergence de ce processus de réforme a été impactée néanmoins dans un temps assez court par l'aléa, mai 1968.

Question 3 : Pourquoi s'agirait-il du « rêve d'un gouvernement rationnel » ?

FD : Ces années 60 sont marquées par une recherche de la rationalité à la fois de la décision et par la connaissance.

Elles s'illustrent, en vue de la transformation de la société et de sa modernisation, par un recours assez massif aux sciences dures, notamment par les mathématiques (que ce soit appliqué à la micro ou macroéconomique, c'est-à-dire la recherche opérationnelle, le calcul économique).

Question 4 : Quelques mots sur les contributeurs, contributrices et les contributions qui ont été réunies dans cet ouvrage.

PB : Ce Volume sur la RCB est le résultat d'un programme de recherche interdisciplinaire. 22 chapitres, 16 contributeurs, contributrices qui sont historiennes, historiens, juristes, politistes ou sociologues.

C'est un volume co-dirigé par Florence Descamps historienne, Sébastien Kott juriste, et par moi-même.

C'est un volume qui a plusieurs objectifs : d'abord restituer la généalogie de cette réforme, montrer comment elle a pu émerger dans la première moitié des années 60.

Le volume s'intéresse, selon les chapitres, aux conflits de pouvoirs qui sont très importants dans cette réforme entre les acteurs du Ministère des Finances avec les Ministères sectoriels.

C'est un volume qui restitue aussi les évolutions du portage politique de la réforme, et qui accorde une place importante aux enjeux des formations des agents publics que cette réforme administrative a posée de manière inédite au début des années 1970.

A cet égard, les enjeux de formation des personnels aux nouveaux instruments, au savoir de rationalisation des choix budgétaires, aux méthodes modernes de gestion.

Florence Descamps : Nous avons voulu et tenu à faire la place à l'appropriation de la RCB, à la réception de la RCB par les ministères sectoriels.

C'était d'autant plus nécessaire qu'après 1968, la réforme n'était plus une réforme d'en haut, imposée à tous. Elle se prolonge sur un mode plus libéral invoquant la subsidiarité, le volontariat.

Il fallait absolument examiner de façon plus précise ce qui se passait dans les différents ministères.

Nous n'avons pas été déçus car on peut en effet déglobaliser la réforme et faire en quelque sorte une typologie des différentes appropriations.

La plus connue est celle de la sécurité routière, opération RCB menée par le Ministère de l'Équipement des Transports.

Elle est très connue car elle est interministérielle, portée par un milieu d'ingénieurs des ponts et chaussées qui ont une tradition très ancienne du calcul économique.

C'est le ministère modèle, et on peut dire qu'il est normal que la RCB ait le mieux pris.

Par conséquent, l'observation des autres ministères devient très intéressante.

Effectivement, selon moi, les appropriations les plus intéressantes n'ont pas eu lieu dans les ministères d'ingénieurs mais dans les ministères sectoriels où il a fallu importer des experts et outils qui n'existaient pas.

Les deux ministères qui me semblent intéressants, c'est l'Education Nationale et de façon très riche le Ministère de la Santé.

Entretien : Myriam Sefraoui, Chargée de Médiation Scientifique (CEE)